

# Bulletin du FMI

Réunion du CMFI

## Les membres du FMI approuvent les mesures de soutien à la reprise et les réformes de la gouvernance

Bulletin du FMI en ligne

4 octobre 2009

- Le CMFI appuie la réforme de la gouvernance du FMI
- Une révision de la mission du FMI s'impose étant donné son nouveau rôle
- Les pays membres sont prêts à «réamorcer le crédit et à rétablir les emplois disparus»

L'organe directeur du FMI, qui s'est réuni à Istanbul alors que l'économie mondiale montre les premiers signes de reprise, s'est montré favorable à la poursuite de politiques économiques de relance jusqu'à ce que la reprise soit bien installée et a appuyé la réforme de la représentation des 186 pays membres au sein de l'institution.

L'organe directeur du FMI, qui s'est réuni à Istanbul alors que l'économie mondiale montre les premiers signes de reprise, s'est montré favorable à la poursuite de politiques économiques de relance jusqu'à ce que la reprise soit bien installée et a appuyé une réforme de la gouvernance du FMI qui assurerait une meilleure représentation aux pays émergents et en développement dynamiques.

Dans un communiqué, le Comité monétaire et financier international (CMFI), présidé par M. Youssef Boutros-Ghali, Ministre des finances de l'Égypte, a déclaré que les pays membres du FMI étaient prêts à prendre «de nouvelles mesures pour réamorcer le crédit, rétablir les emplois disparus et regagner le terrain perdu dans la lutte contre la pauvreté».

Le CMFI, qui est composé de 24 membres, a souligné que les réformes qu'il a été convenu d'engager dans le secteur financier et sur le plan réglementaire doivent être menées à bien sans délai et a appelé le FMI à se définir une mission nouvelle et élargie étant donné le rôle plus central qu'il joue dans l'économie mondiale.

### Appui au plan du G-20

Le CMFI, qui donne des orientations au FMI, s'est réuni dans le cadre de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale qui se tient à Istanbul. L'Assemblée se déroule juste après le sommet des dirigeants du Groupe des Vingt (G-20) pays industrialisés et émergents à Pittsburgh le 25 septembre.

Les dirigeants du G-20 ont apporté un soutien politique à un transfert de 5 % au moins des quotes-parts des pays au FMI au profit des pays émergents et en développement dynamiques. Ils se sont engagés aussi à soutenir la vigoureuse riposte des pouvoirs publics face à la crise économique mondiale.

En s'appuyant sur les décisions prises par le G-20, le CMFI a demandé au FMI d'aider aux évaluations mutuelles des pays du G-20 en procédant à une analyse prospective afin de déterminer si, collectivement, les politiques économiques sont compatibles avec une évolution plus soutenable et équilibrée de l'économie mondiale.

Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré que l'Assemblée offre une occasion historique de dessiner les contours du monde de l'après-crise. Il a souligné que le FMI devrait devenir un prêteur global de dernier ressort, notamment en fournissant un stock de réserves de façon à ce que les pays ne doivent pas accumuler des réserves excessives ou «se créer leur propre assurance» en cas de crise.

Le CMFI a noté que le FMI devrait examiner s'il y a lieu de développer ses instruments de financement et si cela pourrait constituer un moyen d'offrir aux pays membres des solutions crédibles en remplacement des stratégies d'auto-assurance, tout en prévoyant des sauvegardes adéquates. «Nous demandons aussi au FMI de réfléchir à d'autres moyens de promouvoir la stabilité mondiale à long terme et le bon fonctionnement du système monétaire international.»

### **Mission du FMI et réforme de la gouvernance**

M. Boutros-Ghali a précisé que le CMFI avait discuté de la réforme du FMI, l'objectif étant de lui donner «le rôle d'une chambre de compensation pour les politiques économiques du monde entier».

Le FMI a joué un rôle central dans la lutte contre la crise. Il faut maintenant le remodeler en tenant compte du recentrage de sa mission. Pour ce faire, il convient de :

- **redéfinir son mandat**, en codifiant son rôle dans l'économie mondiale ;
- **faire avancer la réforme de la gouvernance** afin de renforcer la légitimité et l'efficacité de l'institution.

Le CMFI a demandé au FMI de réexaminer sa mission en prenant en considération l'ensemble des politiques macroéconomiques et financières qui influent sur la stabilité mondiale, et de lui remettre un rapport à ce sujet d'ici à la prochaine Assemblée annuelle.

Faisant écho au G-20, le Comité a déclaré que le FMI devait rester une institution reposant sur un système de quotes-parts qui reflète le poids relatif des pays membre dans l'économie mondiale.

Reconnaissant que l'importance relative de chaque pays avait considérablement évolué ces dernières années, le Comité s'est déclaré favorable à ce qu'une redistribution des quotes-parts au profit des pays émergents et en développement dynamiques soit adoptée en janvier 2011 au plus tard. Le G-20 a proposé le transfert de 5 % du total des voix des pays surreprésentés aux pays sous-représentés. M. Strauss-Kahn a déclaré que, avec la réforme des quotes-parts approuvée en 2008, cela aboutirait à une modification globale de 7,7 % des coefficients de pondération.

Le CMFI a examiné les dossiers suivants :

- **Examen plus approfondi du secteur financier.** Le Comité a demandé au FMI de mettre en œuvre rapidement le cadre assoupli du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) en veillant à ce que cela se traduise par une surveillance macrofinancière plus poussée et une meilleure prise en compte de cette évaluation dans la surveillance bilatérale.
- **Surveillance plus poussée.** «Nous sommes favorables à un nouveau renforcement de la surveillance transnationale, régionale et multilatérale, et nous attendons avec intérêt l'examen et le renforcement de la politique de transparence du FMI. Nous approuvons l'actualisation des priorités de la surveillance et nous demandons aux pays membres de collaborer avec le FMI pour en atteindre les objectifs.»
- **Exercice d'alerte avancée.** Le CMFI s'est fait montrer comment le FMI évalue les facteurs qui pourraient être source de vulnérabilité pour l'économie mondiale. «Il ne s'agit pas, avec l'exercice d'alerte avancée, de prédire les crises, mais d'observer, dans un cadre multilatéral, les tensions que recèle le système mondial», a expliqué John Lipsky, Premier Directeur général adjoint.
- **Renforcement des ressources du FMI.** Le CMFI a remercié les pays membres qui se sont engagés à fournir temporairement des ressources au FMI, ce qui a permis de plus que tripler sa capacité de prêt pour faire face à la crise et il a salué l'accord d'emprunt renouvelé et plus souple, qui devrait être approuvé prochainement, d'un montant augmenté de plus de 500 milliards de dollars.
- **Réduction de l'accumulation de réserves excessives.** Le CMFI estime que le FMI devrait continuer à renforcer sa capacité d'aider les pays membres à faire face à leurs problèmes de balance des paiements, dus notamment à l'instabilité financière, et réduire le besoin qu'ils ressentent d'accumuler des réserves excessives. Il a demandé au FMI de préparer d'ici à la prochaine Assemblée annuelle un rapport sur son rôle de financement futur, en faisant fond sur le succès de la Ligne de crédit modulable (LCM).

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org).



M. Strauss-Kahn (à gauche) s'entretient avec Youssef Boutros-Ghali, Président du CMFI et Ministre des finances de l'Égypte, pendant la réunion (photo: IMF)